(1)

(N° 37.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 1853.

BREVETS D'INVENTION ⁽¹⁾.

ART. 10.

Amendement présenté par M. E. VANDENPEERCKBOOM.

Un brevet sera nul pour les causes suivantes :

A. Lorsque dans l'espace de deux années, à partir de la date du brevet, le titulaire n'aura pas exploité son invention. *Toutefois, celui-ci pourra prolonger ce terme pendant trois autres années, à condition d'avertir le Gouvernement un mois avant l'époque de la déchéance et moyennant le paiement d'une somme supplémentaire de 30 francs pour chaque année de prolongation et pourvu que le brevet ne soit pas exploité à l'étranger.*

B. En cas de non-acquittement de la taxe fixée à l'art. 3 ci-dessus, et, le cas échéant, du supplément indiqué au paragraphe précédent.

Si le titulaire est en retard d'accomplir une des conditions ci-dessus, le Gouvernement pourra mettre en vente ledit brevet sur la mise à prix de la taxe et supplément de taxe, dont on aura omis de faire le paiement.

Amendement présenté par M. AD. ROUSSEL.

a. Lorsque, dans l'espace de deux années, à partir du brevet d'importation, le titulaire n'aura pas exploité l'invention importée, sinon pour des raisons dont le Gouvernement jugera.

(¹) Projet de loi, n° 82. }
Rapport, n° 139. } Session de 1851-1852.
Amendements du Gouvernement, n° 21.
Rapport sur ces amendements, n° 40.
Amendements, n° 49 et 53.
Nouvelles propositions de la section centrale, n° 56.

Amendement proposé par M. DE STEENHAULT.

b. En cas de refus du paiement de la taxe fixée à l'art. 3 ci-dessus.

Amendement présenté par M. VAN OVERLOOP.

b. En cas de non acquittement de la taxe fixée à l'art. 3 ci-dessus, dans la huitaine de l'avertissement donné, par écrit, au domicile élu par le breveté.

Amendement présenté par M. DE LIÈGE.

Remplacer l'art. 10 par les dispositions suivantes :

ART. 10.

Le brevet sera nul de plein droit en cas de non paiement dans le mois de l'échéance de la taxe fixée à l'art. 3.

ART. 11.

Le brevet pourra être annulé par le Gouvernement, lorsque dans l'espace de deux années, à partir de la date du brevet, le titulaire n'aura pas exploité son invention.